

Le Premier Ministre déstabilise dangereusement le Grand Est.

En laissant entendre, lors d'une déclaration devant l'assemblée de la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) samedi dernier, que la création de cette nouvelle collectivité était appelée à connaître d'autres évolutions au détriment de la Région, le Premier Ministre, Jean Castex, a clairement remis en question l'avenir du Grand Est. Il a renforcé cette perspective en mettant en cause la pertinence de l'existence des Régions actuelles, nées de la fusion mise en œuvre en 2015.

Lors d'une audience au Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales en 2018, Patrick Tassin, Président du CESER Grand Est, avait clairement dit à la Ministre, Jacqueline Gourault, que, avec la création de la CEA, les tenants du détricotage de la région Grand Est se trouveraient renforcés. Depuis, malgré les discours rassurants, la progression vers le démantèlement régional ne se dément pas. Les annonces du chef du gouvernement, samedi dernier, en sont une confirmation.

Le CESER du Grand Est ne pourra qu'exprimer de la colère face à ce qui constitue un mépris pour celles et ceux qui se sont engagés dans la construction de cette région qu'ils n'avaient pas forcément demandée. Cette construction ne s'est pas faite sans douleur, pour l'économie dont le soutien régional a été mis entre parenthèses pendant de nombreux mois, y compris pour le secteur associatif qui souffre énormément. Dans cette période, les 7500 salariés du Conseil régional ont particulièrement été bousculés, et le sont parfois encore.

Les acteurs de la région apprécieront cette annonce du quasi démantèlement du Grand Est. Ils n'avaient généralement pas été demandeurs des fusions régionales, mais ils se sont engagés, depuis 6 ans maintenant, à construire le Grand Est. Le chemin a été long et difficile pour fédérer l'ensemble des forces qui constituent nos territoires, pour répondre aux défis posés dans cette nouvelle région qui subit, aujourd'hui, une crise profonde liée à la pandémie.

La période de forte incertitude ouverte par le Premier Ministre, à quelques mois des élections régionales, risque bien d'avoir des conséquences lourdes pour les entreprises, les salariés et tous les acteurs de la région Grand Est.

Il serait inconcevable que l'Etat n'apporte pas, d'urgence, une clarification sur ses intentions véritables. L'ensemble des acteurs socioéconomiques ont besoin de visibilité sur l'avenir, afin d'appréhender, dans leurs diversités culturelles et territoriales, les enjeux communs qui fondent le Grand Est dans cette période d'une crise si particulière.

Le CESER Grand Est va s'engager, dans les jours qui viennent, dans une réflexion sur les possibles conséquences de cette évolution annoncée par le Premier Ministre.